

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 24 septembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 1^{er} octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le premier octobre, à 18h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire du Conseil, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme CAYOUX - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme TORRES à M. KHALID
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à M. BALABAN

ABSENTS :

- Mme BAYRAM
- Mme HENRY
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :
Dispositif « Orchestre à l'école » avec la commune de Montargis –
Convention de mise à disposition d'un enseignant du
Conservatoire de Montargis

OBJET :
Dispositif « Orchestre à l'école » avec la commune de Montargis –
Convention de mise à disposition d'un enseignant du
Conservatoire de Montargis

Directeur de secteur : SURIEU Laurence

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par SURIEU Laurence

Mme Heugues : Le dispositif « Orchestre à l'école » (OAE) connaît un véritable succès auprès des enfants des écoles de Montargis, Chalette-sur-Loing et Cepoy, permettant depuis plusieurs années le développement de nombreux intérêts éducatifs (pédagogiques, artistiques, culturels...).

Cette réussite, fruit d'un travail important et au long cours de la part d'enseignants du Conservatoire Patricia PETITBON de Montargis, implique également un travail transversal non négligeable sur les plans artistiques, pédagogiques, organisationnels et logistiques.

Afin de permettre la continuité de ce dispositif avec la même qualité, il a été décidé d'attribuer un temps de travail spécifique de 2 heures hebdomadaires par OAE, tout au long de l'année, à un enseignant du Conservatoire de Montargis en tant que coordinateur général.

Il est convenu que la Ville de Montargis, employeur de cet agent, mette celui-ci à disposition des communes bénéficiant d'un OAE et bénéficiant du travail de coordination.

Ainsi, il est proposé de signer la convention jointe à la présente délibération afin de formaliser cette mise à disposition au profit des écoles de Chalette-sur-Loing.

Il est précisé que l'agent a donné son accord à cette mise à disposition.

Conformément aux articles L 512-6 et suivants du Code de la fonction publique, il convient d'informer l'assemblée délibérante de cette mise à disposition, sur la base d'une convention prévoyant notamment les missions dévolues à l'agent mis à disposition et le remboursement à la commune de Montargis d'une part de la rémunération versée en fonction de la quotité travaillée au bénéfice des écoles chalettoises.

La convention, d'une durée d'un an à compter du caractère exécutoire de la délibération, est tacitement reconductible d'année en année, sauf dénonciation par l'une des parties ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Vu les articles L 512-6 et suivants du Code de la fonction publique ;

Vu le projet de convention de mise à disposition d'un enseignant du Conservatoire de Montargis dans le cadre du dispositif « Orchestre à l'école » ;

Vu le projet de délibération de la commune de Montargis ;

PREND ACTE de la mise à disposition par la commune de Montargis d'un enseignant du Conservatoire de Montargis au profit de la commune de Chalette-sur-Loing pour l'enseignement de la musique et en tant que coordinateur du dispositif « Orchestre à l'école » sur l'année scolaire 2024-2025.

CETTE DELIBERATION NE DONNE PAS LIEU A VOTE.

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

